

SKIKDA

Attribution de 76 logements sociaux à El-Hadaïek

*La daïra d'El-Hadaïek a procédé, mardi au niveau de la commune du chef-lieu, à l'affichage des listes des 76 bénéficiaires de logements sociaux locatifs. Cette opération sera suivie de l'attribution des unités, la première depuis 2006, année où 62 logements dans la même formule ont été distribués.*

Pour le moment, aucun incident n'est à signaler. Selon les témoignages, l'affichage n'a donné suite à aucun mouvement de contestation. «Un délai de 8 jours est accordé pour le recours. Aussi, un registre sera mis à la disposition des éventuels futurs bénéficiaires ou demandeurs de logements au niveau des services de la municipalité.

Cette action nous permettra d'étudier d'autres dossiers ayant été déposés tardivement ou manquant de pièces constitutives», nous explique le chef de daïra d'El-Hadaïek, M. Abbès Abdelghani, qui préside la commission de daïra. Et d'ajouter : «Un petit quota a été accordé aux familles habitant dans les demeures menaçant ruine. Nous avons pris le soin de nous déplacer personnellement, moi et les membres de la commission, aux maisons les plus exposées au danger d'affaïssement, et de constater de visu la situation réelle des potentiels bénéficiaires.» Prochainement, selon

toujours notre interlocuteur, il y aura l'attribution de 138 logements, dont 40 dans le cadre du RHP (résorption de l'habitat précaire). Il n'en demeure pas moins que la fameuse disproportion entre l'offre et la demande a toujours droit de cité. Les chiffres en la matière sont éloquent : la daïra d'El-Hadaïek, qui regroupe les communes d'El-Hadaïek, Bouchtata et Aïn Zouit, et où vivent 29 116 âmes, dont 17 930 au niveau de la première citée, selon le recensement général des habitants de l'an 2008, ne dispose que de 500 unités dans différentes formules confondues pour 1 600 demandes.

Au niveau d'El-Hadaïek, dans la formule LSP, 20 unités ont été accordées pour 250 demandes !

La formule rurale a bénéficié, quant à elle, de 80 unités.

Le problème du foncier est posé d'une manière accrue qui fait que beaucoup de bénéficiaires dans le cadre de la dernière formule citée sont

dans l'attente ; «l'entrave est partiellement résolue, nous avons pu dégager une assiette, on n'attend que le quota nécessaire».

Les constructions illicites et anarchiques sont légion, elles offrent une hideuse image de la commune du chef-lieu. Leur nombre est moins de 800 depuis que les opérations de démolition ont été lancées à un rythme soutenu, et ce, en dépit des fortes résistances citoyennes.

La situation dans les deux autres communes est similaire. La principale entrave à laquelle est confrontée la commune de Bouchtata demeure incontestablement les habitations précaires. Le dernier recensement effectué les estime à 542.

Pour y remédier, seulement 252 logements ont été accordés. Parmi eux, 87 ont été achevés et 49 sont en justice. Dans le cadre social, 110 et 40 sont en cours de réalisation.

Pour le rural, seulement 55 unités sont en voie d'achèvement, au titre de l'exercice 2006. «Concernant le rural, il n'y a pas de limites, plus la demande est grande plus l'offre sera importante. En revanche, le LSP n'a pas été lancé, on n'a même pas voulu ouvrir le

champ au dépôt de dossiers puisque le problème d'assiettes foncières se pose toujours», nous a déclaré un jour le P/APC, Bouzebra Abderezak. A Aïn Zouit, un projet de 20 logements sociaux OPGI, lancé en 2004, est en voie d'achèvement. «L'acheminement des matériaux de construction est très coûteux, les camionneurs exigent jusqu'à 5 000 DA le transport et y en a qui refusent catégoriquement», nous dira un entrepreneur rencontré sur les lieux. Pourquoi les entrepreneurs ne disposent pas d'un camion, là est la question. Les logements de type rural sont, quant à eux, au nombre de 150. Les contraintes foncières sont toujours là pour bloquer leur révision à la hausse. A titre d'information, la commune d'El-Hadaïek, distante du chef-lieu de la wilaya de 4 km, est toute pressentie pour jouer le rôle de développement dans le cadre de l'extension de la ville de Skikda.

Elle dispose de beaucoup d'atouts : ses vergers, l'implantation du pôle universitaire et une hygiène à rendre jaloux les habitants de Skikda, et est située dans le prolongement de la commune du chef-lieu de wilaya.

Zaïd Zoheir

SIDI-BEL-ABBÈS

Interdiction pour les communes de contracter des dettes

38 communes sur les 52 que compte la wilaya de Sidi-Bel-Abbès ont accumulé des dettes, contractées entre 2000 et 2007, pour faire face aux frais de gestion, d'acquisition des équipements et d'investissement. 31 parmi elles n'ont que des dettes pour frais de gestion.

Grâce aux fonds des collectivités locales, elles se sont acquittées de 90% du montant des dettes cumulées jusqu'à 2007, soit 28 milliards 200 millions de centimes. Quand au reste, la direction

de l'administration locale est dans l'attente de l'aval du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales pour pouvoir l'éponger.

Les communes ont, entre 2000 et 2007, accumulé des dettes importantes notamment auprès des services publics, avec sept milliards 500 millions de centimes envers la Sonelgaz, six milliards 500 millions en ce qui concerne l'ADE, deux milliards 400 millions envers la Cnas et Algérie Poste et deux millions 500 mille pour l'Anep

et l'Agence de contrôle technique. Une fois les 10% de dettes épongés, ces communes devront faire preuve d'austérité et fonctionner selon le budget qui leur est alloué avec interdiction de contracter des dettes, telles sont les dernières instructions émanant de la DAL.

Désormais, les P/APC devront faire preuve d'ingéniosité pour développer leurs communes, et ce, sans laisser d'ardoise.

A. M.

MASCARA

Commune de Bou Henni

L'agriculture, une activité principale

L'agriculture est l'activité principale de la commune dont la superficie utile est de 3 856 hectares, située sur le périmètre de Habra et 200 hectares sur celui de Sig. La superficie irriguée est, elle, de de 678 hectares. Ce sont les agrumes et l'olivieraie qui prédominent alors qu'existent également des plantations moins importantes de pommes, grenadiers et nelfiers. L'élevage ovin et bovin y est aussi pratiqué tout comme l'aviculture. La vaccination des populations ovine et bovine est pratiquée régulièrement dans la commune. 55 EAI et 643 agriculteurs particuliers avec une main-d'œuvre mobilisant environ 300 personnes.

Existent dans le chapitre de l'olive, six conserveries. La récolte céréalière semble avoir été bonne. A Bou Henni cette année, les agriculteurs ont été soulagés par les travaux de gabionnage effectués par les services des forêts.

Gestion des archives : un exemple à suivre

Nous n'avons pas interrogé le maire à ce sujet mais c'est lui-même qui l'a abordé et nous a conduit dans la salle des archives classées depuis une période relative à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. «Nous avons eu du mal à reconstituer celles-ci», nous déclare le P/APC. Ce sont deux jeunes dont un universitaire qui ont la charge de ce service. Les archives, la mémoire d'une commune, c'est première au niveau communal. L'exemple de Bou Henni est à suivre.

Des Contraintes dans la gestion des archives

La commune de Bou Henni est rattachée à la daïra de Sig, sur le plan administratif, mais semble faire face à certaines contraintes dans la gestion des affaires quotidiennes. Le maire nous dira que lors de réunions tenues au niveau de la daïra, il est parfois difficile de débattre de certaines situations puisque pour ce qui

est par exemple des P et T ou de la Sonelgaz Bou Henni est rattachée à Mohammadia.

La maison de jeunes attend son équipement

Bou Henni dispose d'une maison d'une de jeunes au niveau du chef-lieu de commune qui attend son équipement. On recense également deux centres culturelles à Yalou et Bou Henni. La bibliothèque communale est en voie d'achèvement. Elle aura coûté la bagatelle de 1,5 milliard de centimes. Concernant les infrastructures sportives, les jeunes disposent de deux stades communaux en cours de réhabilitation, l'un à Bou Henni et l'autre à Yalou.

Habitat : 50 LSP distribués

A l'instar d'autres communes, Bou Henni a eu son lot de logements sociaux soit 50 qui ont été distribués, alors qu'un programme de logements LSP a été lancé, dont certains sont en voie d'achèvement.

Celle-ci a aussi bénéficié d'un important quota d'aides à l'habitat rural, soit 530, et malgré cela, la demande reste importante.

Un ballet incessant de camions

La commune de Bou Henni est traversée par la RN4 réputée pour le nombre d'accidents enregistrés. La circulation y est très importante, et avec la réalisation de l'autoroute Est-Ouest, ce sont des centaine de camions qui traversent la localité quotidiennement, et 300 d'entre eux y stationnement de nuit.

L'eau 1 jour sur 3

L'alimentation en eau potable en attendant un renforcement ne pose apparemment pas de problème. Dans le douar de Ouled Daho, un réservoir de 250 m³ verra le jour puisque son inscription a été faite. Dix citernes particulières de vente d'eau viennent en appoint.

Réhabilitation du chemin de Ouled Daho

La proximité des douars avec le chef-lieu de commune facilite la circulation des citoyens à l'exception de l'un d'eux situé à 8 km ; néanmoins, il est envisagé la réhabilitation du chemin de Ouled Daho-Zeghdou-Bou Henni sur une distance de 7 km ainsi que celui de Amaïria vers la RN4 d'une distance 1,5 km.

Pillage de sable, la gendarmerie veille au grain

Bou Henni compte environ onze sablières dont une a été cédée par voie d'adjudication à un particulier et pour une autre, un dossier a été déposé auprès de la direction des mines. En ce qui concerne le pillage de sable, le maire tient à nous rassurer en nous déclarant que la gendarmerie veille au grain.

Assainissement : chapitre clos

Exception faite des habitations éparses, le chapitre du réseau d'assainissement semble être clos.

La dernière réalisation devrait être effectuée au douar Zaouia où sont recensés 50 foyers.

La décharge publique, un souci

L'actuelle décharge publique sise Douar Zaouia entre l'autoroute Est-Ouest et la la RN6 constitue un problème pour la commune, l'accès à celle-ci étant difficile.

La commune attend l'agrément du marché hebdomadaire

Celui-ci existe mais l'agrément n'est pas encore parvenu à la commune. Il constituerait des rentrées non négligeables pour la commune.

M. Medebber

DJELFA

Les enseignements du primaire lésés

L'enseignant du primaire est celui qui a le plus grand volume horaire (entre 27 et 30 heures par semaine). Il est le moins payé ; il a le plus de matières à enseigner et, enfin, il a la tâche la plus difficile et la plus ingrate, étant en contact permanent avec de très jeunes élèves. Cette situation lui impose une mission et une responsabilité encore plus délicates. Dans d'autres pays, notamment en Europe, l'instituteur est l'enseignant le mieux payé et le plus considéré, au vu des difficultés qu'il rencontre avec les jeunes apprenants.

Par rapport à leurs collègues du moyen (22 heures et une seule matière à enseigner) et ceux du secondaire (18 heures et une matière), les enseignants du primaire sont vraiment les mal lotis du système éducatif.

Et que dire du directeur de l'école primaire? Il se débat tout seul dans des tâches pédagogiques, administratives et éducatives harassantes. Il n'a aucun autre fonctionnaire pour l'épauler (contrairement aux CEM et aux lycées qui ont tout un staff composé de secrétaires, surveillant général, censeur, économiste et adjoints d'éducation).

Les établissements du moyen et du secondaire ont des budgets et sont autonomes ; par contre, la gestion du primaire incombe aux APC.

A Djelfa, ces établissements souffrent d'un manque terrible de moyens. Imaginer 4 000 DA pour la gestion... annuelle d'une salle de cours (produits de nettoyage, craie, brosse, papier...). Un petit calcul nous donne un aperçu des difficultés que rencontrent les responsables de ces écoles.

4 000 DA divisés par 9 mois de scolarité nous donnent 444 DA... par mois et par salle ! Peut-on entretenir réellement une salle de cours avec une somme aussi dérisoire ? Les responsables de l'APC ne font que promettre, et, malheureusement, depuis l'année dernière, rien n'a été fait. Pis encore, les lignes téléphoniques des écoles sont coupées depuis 5 ans, à cause du non-paiement des redevances envers Algérie Télécom (quelques-unes seulement ont été rétablies dernièrement).

Les établissements qui n'ont pas de téléphone deviennent ainsi complètement isolés. Les cantines sont gérées anarchiquement, les repas sont préparés et servis par des gens sans aucune qualification, issus du filet social de l'APC. En cas de problème alimentaire, qui en sera responsable ? Deux établissements contenant de l'amiante sont toujours en activité (un à la cité 100-Maisons et l'autre à Boutrifis). Qu'attendent les responsables communaux pour les fermer ? D'autres attendent d'être repeints depuis plus de vingt ans et offrent un visage désolant. La situation dans ces établissements est inquiétante. Les responsables de l'APC doivent agir au plus vite pour mettre fin au calvaire que vivent quotidiennement ces écoles. Cette situation est l'une des causes de l'échec scolaire dans la wilaya de Djelfa.

Bekai Bensaid